

Alliance Francophone pour
l'Accouchement Respecté



Association loi 1901
<http://afar.info>

M. Morin, Directeur
Clinique Saint François
2 rue Roland Buthier
BP 1010
28301 Mainvilliers cedex

Le 19 juillet 2007

Lettre recommandée avec AR

Monsieur le Directeur,

Nous avons pris connaissance de l'intervention de Mlle Céline Coudray auprès de votre établissement, le 19 février 2007, signalant le refus d'un projet d'accouchement qu'elle avait soumis au gynécologue chargé du suivi de sa grossesse. Refus non motivé, à ses yeux, car exprimé sur un ton méprisant et appuyé par des arguments en contradiction avec les données de la médecine basée sur les preuves.

Vous avez répondu de manière évasive à Mlle Coudray, le 13 mars 2007, en vous défaussant sur les limites de votre fonction administrative. Cette réponse ne prend pas du tout en compte les répercussions psychologiques sur Mlle Coudray du comportement agressif du médecin de votre établissement. C'est pourquoi celle-ci vous a adressé une deuxième requête, le 4 avril 2007, au titre de président de la Commission des relations avec les usagers et de la qualité de la prise en charge (CRUQ).

Sauf erreur de notre part — que vous voudrez bien rectifier — vous n'avez donné aucune suite à cette requête alors que, selon les dispositions de la loi du 4 mars 2002, le médiateur doit rencontrer le plaignant dans les 8 jours qui suivent la saisine de la CRUQ.

Ce dysfonctionnement s'ajoute au rejet injustifié du projet de naissance. Rejet qui constitue la preuve que votre praticien ne respecte pas *par principe* l'autonomie du patient, ni, au surplus, la procédure prévue à l'article L 1111-4 du CSP (si le projet devait effectivement mettre la vie en péril). Les professionnels de santé sont en effet dans l'obligation légale de satisfaire les attentes de leurs patients, ou de les faire changer sur la base d'une information complète et loyale, ce qui était loin d'être le cas pour ce qui concerne le médecin chargé de suivre la grossesse de Mlle Coudray.

Quoi qu'il en soit, Mlle Coudray a demandé par deux fois une justification écrite du refus du projet de naissance dont elle vous a fait parvenir une copie. Nous publierons cette justification sur notre site, dès réception, comme nous avons déjà mis en ligne les courriers échangés par Mlle Coudray avec votre établissement.

Les futurs parents qui s'informent auprès des associations d'usagers doivent en effet être mis en garde face à ces pratiques de votre établissement contraires à l'esprit et à la lettre du Code de la santé publique, et, plus gravement encore, aux données de la médecine factuelle.

Dans l'attente d'une réponse qui satisfasse autant les requêtes de votre cliente que les besoins d'information de nos associés, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Bernard Bel
Secrétaire, AFAR
c/o Cécile Loup, Présidente
Flösserstrasse 18
D-77866 Rheinau-Freistett
Allemagne

Copie ☐ Mlle Céline Coudray